



Le droit de passage et de cueillette donne à tous la possibilité de se déplacer librement dans la nature.

## SOCIÉTÉ :

# Ouverture et transparence, éléments clés de la démocratie suédoise

La Suède est une société libre et ouverte, ce qui implique le droit de manifester, la liberté d'expression, une presse libre, la possibilité de se déplacer librement dans la nature et un droit de regard sur l'action de ceux qui exercent le pouvoir. L'ouverture vise aussi à la réalisation d'une société égalitaire.

Les textes constitutionnels suédois comportent quatre lois fondamentales : la Constitution, la loi sur la liberté de la presse, la loi fondamentale sur la liberté d'expression et la loi de succession au trône. Ces textes prévalent sur toutes les autres lois. Ils posent en principe que tous les citoyens sont en droit de rechercher librement des informations, d'organiser des manifestations, de fonder des partis politiques et de pratiquer leur religion.

### Liberté de la presse

En 1766, la Suède a été le premier pays au monde à instaurer la liberté de la presse, qui repose sur la liberté d'expression et de parole, principe fondamental de la plupart des démocraties. Les détenteurs de

l'autorité sont tenus de rendre des comptes et toute l'information doit être librement accessible. L'identité de ceux qui fournissent des informations aux éditeurs, rédacteurs et agences de presse est protégée et les journalistes ne peuvent en aucun cas être obligés de divulguer leurs sources. La loi sur la liberté d'expression a été adoptée en 1991 afin d'étendre cette protection aux médias non imprimés tels que la télévision, le cinéma et la radio. Elle vise à garantir un libre échange des opinions, de l'information et de la création artistique.

Le droit d'exprimer ses opinions, toutefois, implique une responsabilité. La liberté de parole, si elle est abusive, peut être offensante, inciter à la discrimina-

tion ou à la violence, ou avoir des conséquences négatives pour les personnes ou la société. En cas d'atteinte alléguée aux lois sur la liberté de la presse ou la liberté d'expression, l'affaire est portée devant le Chancelier de la Justice, un haut fonctionnaire non politique nommé par le gouvernement.

### Droit de regard du public

Le principe de la liberté de l'information implique l'accès du public et des médias aux documents officiels. Cela donne aux citoyens suédois un réel droit de regard sur les activités du gouvernement et des autorités locales. Ce contrôle est jugé essentiel pour la démocratie. La transparence réduit le risque d'abus de pouvoir. L'accès aux ►

**POUR EN SAVOIR PLUS**

**L'AIDE À LA PRESSE, UN SOUTIEN POUR LES JOURNAUX**

La Suède a instauré dans les premières années 1970 une aide à la presse pour soutenir les journaux qui ont des concurrents à plus fort tirage. C'est un moyen de promouvoir la diversité et d'assurer au public une information pluraliste.

**DES QUOTIDIENS TRÈS LUS**

En 2010, environ 3,5 millions de quotidiens, non compris les gratuits, étaient imprimés chaque jour en Suède. En semaine, 81 pour cent des Suédois lisent un quotidien du matin. Sur les 168 quotidiens du matin vendus en Suède, la plupart sont aussi consultables sur internet. Trente pour cent des Suédois disent qu'ils lisent régulièrement un journal en ligne.



PHOTO: MONALOOSE / IMAGEBANK SWEDEN SE

Un tiers de la population suédoise lit des journaux sur Internet.

**TÉLÉVISION ET RADIO INDÉPENDANTES**

Les diffuseurs de service public, Sveriges Television (SVT) et Sveriges Radio (SR), offrent à tous une large gamme d'émissions sans publicité. Ils sont indépendants de l'État et de tous autres intérêts économiques et politiques. Il existe aussi plusieurs chaînes commerciales.



PHOTO: LOLA AKINMADE ABERSTRÖM

Les droits des minorités sont protégés, les lois et règlements suédois ne doivent pas conduire à désavantager quelqu'un en raison de son appartenance à une minorité.

► documents officiels implique par ailleurs que les fonctionnaires et autres agents de la fonction publique sont libres de fournir des informations aux médias ou aux personnes extérieures.

Cependant, certains documents peuvent être classés secrets s'ils concernent la sécurité de l'État ; les relations de la Suède avec un autre État ou une organisation internationale ; la politique nationale en matière de finances, de monnaie ou de change ; l'inspection, le contrôle et autres activités de surveillance conduites par les pouvoirs publics ; la prévention ou la poursuite des infractions pénales ; les intérêts économiques de la collectivité ; la protection de la situation personnelle et financière des particuliers ; et la protection des espèces animales ou végétales.

**Tous égaux**

Les droits de l'homme sont protégés principalement par trois des lois fondamentales : la Constitution, la loi sur la liberté de la presse et la loi fondamentale sur la liberté d'expression. Les pouvoirs publics doivent s'exercer dans le respect de l'égale valeur de tous ainsi que de la liberté et de la dignité de la personne. Les autorités publiques doivent en particulier garantir le droit au travail, au logement et à l'éducation et promouvoir la sécurité et la protection sociales ainsi qu'un environnement de qualité pour la population. Les lois et autres règlements ne doivent pas conduire à défavoriser un citoyen en raison de son appartenance à une minorité du fait de sa race, de sa couleur, de son origine ethnique ou de son sexe. ■

**Poursuivre la lutte pour les droits de l'homme**

Les droits de l'homme sont pris en compte dans tous les domaines de la politique étrangère suédoise : sécurité, développement, migrations, environnement et commerce.

La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme est incorporée à la législation suédoise depuis 1995. La Suède a également signé et ratifié plusieurs accords des Nations Unies, de l'Organisation internationale du travail et du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme. Dans son action de politique étrangère en faveur des droits de l'homme, le gouvernement s'est fixé huit priorités :

- Construire la démocratie. Des millions de personnes vivent encore dans des dictatures. Le gouvernement tient à sensibiliser l'opinion publique en faveur de la démocratie,

appuyer l'action des organisations non gouvernementales (ONG) et établir de meilleurs liens avec les États démocratiques.

- Renforcer la liberté d'expression. La Suède voit dans la liberté d'expression une nécessité morale et un outil pratique de la lutte pour les droits de l'homme.
- Abolir la peine de mort. La Suède et l'Union européenne s'emploient de longue date à obtenir l'abolition de la peine capitale, qui est incompatible avec les droits de l'homme.
- Combattre la torture. Le gouvernement suédois attire l'attention sur de tels abus ►

**POUR EN SAVOIR PLUS**

**PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES EN LIGNE**

Le programme OpenAccess.se assure un maximum d'accessibilité et de visibilité aux ouvrages de chercheurs, enseignants et étudiants en soutenant la publication électronique dans les établissements d'enseignement supérieur suédois.

[www.kb.se/OpenAccess](http://www.kb.se/OpenAccess)

**LE DROIT DE MANIFESTER**

La Constitution suédoise affirme le droit des citoyens à exprimer leur opinion collectivement par des manifestations publiques. Cette liberté peut toutefois être restreinte par la loi, notamment si elle menace la sécurité nationale.



PHOTO : TOMAS ONEBORG / SVD / SCANPIX

Chacun peut exprimer son opinion en manifestant.

**AU PREMIER RANG DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

Dans le classement mondial de la liberté de la presse publié annuellement par Reporters sans frontières, la Suède partageait en 2010 la première place avec la Finlande, l'Islande, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse. Le classement se fonde sur le degré de liberté des journalistes et des organes de presse dans chaque pays et sur les efforts accomplis par les autorités pour préserver cette liberté.

**LA NATURE POUR TOUS**

Le droit de passage et de cueillette (*Allemansrätten*) permet à tout le monde de se déplacer librement dans la nature, à condition de respecter la faune et la flore, et avec les égards voulus envers les propriétaires du sol et les autres usagers. L'Administration suédoise de la protection de l'environnement résume ce droit dans la formule : « Ne pas nuire, ne pas détruire ».

- où qu'ils se produisent et soutient les organisations d'aide aux victimes de la torture.
- Lutter contre les exécutions sommaires et la détention arbitraire. Il y a longtemps que la Suède plaide pour une résolution des Nations Unies concernant les exécutions sommaires, extrajudiciaires et arbitraires. Elle continuera d'agir pour attirer l'attention internationale sur cette question.
- Défendre l'état de droit. La Suède soutient les principes de l'état de droit dans des organisations comme les Nations Unies, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et dans son dialogue avec les autres pays.
- Protéger les droits de l'homme et le droit humanitaire international.
- Lutter contre la discrimination. Dans bien des pays, de larges catégories de la population sont loin de bénéficier d'une égalité de traitement. Le gouvernement suédois tient

à attirer particulièrement l'attention sur les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées.



PHOTO : NATIONS UNIES

La Suède soutient les Nations Unies sur des questions telles que la défense de l'état de droit.

## Ouverture et Internet

La Suède est le pays de l'Union européenne qui a le plus fort taux de pénétration d'Internet. Sur ses 9,4 millions d'habitants, plus de 85 pour cent ont accès à une connexion Internet.



PHOTO : ULF HUELT / IMAGEBANK SWEDEN SE

Les médias sociaux font partie du quotidien de beaucoup de Suédois.

Plus de 97 pour cent de la population de 12 à 44 ans utilisent régulièrement Internet. La Suède est en tête de l'indice de développement des TIC des Nations Unies aussi bien que de l'indice de préparation au réseau du Forum économique mondial.

et les logiciels. Les batailles retentissantes soulevées il y a quelques années par le piratage semblent s'être apaisées, en partie grâce au succès de produits et d'entreprises qui proposent des alternatives légales par la diffusion de musique et de vidéos en flux continu.

**Droit d'auteur et innovation**

Avec l'essor de l'Internet est apparue la pratique du partage de fichiers, qui a suscité un débat autour des atteintes au droit d'auteur sur les livres, la musique, les films

**Les médias sociaux en Suède**

Les médias sociaux font désormais partie intégrante du quotidien de beaucoup de Suédois. Twitter compte en Suède une centaine de milliers d'utilisateurs et Facebook ►

**POUR EN SAVOIR PLUS****LES OMBUDSMANS**

Le terme suédois d'ombudsman, repris dans de nombreux pays, désigne quelqu'un qui agit en tant que représentant. La tradition suédoise de l'ombudsman remonte à 1809. À l'époque, une institution indépendante du roi avait été jugée nécessaire pour garantir le respect des lois et règlements. Le premier ombudsman parlementaire a été nommé en 1810 et les mêmes principes généraux sont restés valables depuis.

**L'OMBUDSMAN PARLEMENTAIRE**

L'ombudsman parlementaire peut être saisi par toute personne qui estime qu'elle-même, ou quelqu'un d'autre, n'a pas été traité correctement par une administration publique ou un fonctionnaire. Il n'est pas nécessaire que le plaignant soit de nationalité suédoise ou ait atteint un certain âge, même les enfants peuvent déposer une plainte.

**L'OMBUDSMAN CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

combat la discrimination et s'emploie à promouvoir l'égalité des droits et des chances, principalement en veillant au respect de la législation anti-discrimination.

**L'OMBUDSMAN DES ENFANTS**

défend les droits et intérêts des enfants. Il veille aussi à l'application de la Convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant.

**L'OMBUDSMAN DU PUBLIC AUPRÈS DE LA PRESSE**

veille à la déontologie de la presse. Après enquête, il peut renvoyer l'affaire au Conseil suédois de la presse, qui décide de la suite à donner.

**L'OMBUDSMAN DES CONSOMMATEURS**

veille à ce que les entreprises respectent les lois sur les pratiques commerciales et la sécurité des produits. Il peut intervenir contre la publicité abusive, les clauses contractuelles inéquitables, les données inexactes sur les prix et les produits dangereux.

► plus de trois millions de membres actifs. Beaucoup de Suédois sont aussi des blogueurs assidus.

**Open aid**

Soucieux de renforcer la confiance dans l'aide internationale et l'action humanitaire du gouvernement, le ministère des Affaires étrangères et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) ont lancé en 2011 un site Internet. Open Aid rassemble les données publiques officielles de façon à ce qu'elles puissent être

aisément consultées et étudiées par les particuliers, les ONG, les destinataires de l'aide et les responsables. L'intention est de promouvoir la transparence et l'ouverture dans l'action humanitaire et d'inspirer d'autres organismes à accroître leur transparence et leur ouverture à l'égard du public. Cette initiative s'inscrit dans une plus large démarche visant à amener l'administration publique à fournir des interfaces d'information plus ouvertes et renforcer ainsi l'ouverture et la transparence en général.

[www.openaid.se](http://www.openaid.se) ■



PHOTO : LENA GRANFELT / AGENT MOLLY & CO / IMAGBANK SWEDEN SE

L'ombudsman des enfants défend les droits et les intérêts des enfants.

## Liens utiles

- [www.bo.se](http://www.bo.se) Ombudsman des enfants
- [www.datainspektionen.se](http://www.datainspektionen.se) Commission de la protection des données
- [www.do.se](http://www.do.se) Ombudsman contre les discriminations
- [www.jo.se](http://www.jo.se) Ombudsman parlementaire
- [www.manskligarattigheter.gov.se](http://www.manskligarattigheter.gov.se) Site du gouvernement sur les droits de l'homme
- [www.naturvardverket.se](http://www.naturvardverket.se) Administration suédoise de la protection de l'environnement
- [www.po.se](http://www.po.se) Ombudsman du public auprès de la presse
- [www.regeringen.se](http://www.regeringen.se) Services du gouvernement suédois
- [www.rsf.org](http://www.rsf.org) Reporters sans frontières
- [www.sr.se](http://www.sr.se) Sveriges Radio
- [www.svt.se](http://www.svt.se) Sveriges Television
- [www.tu.se](http://www.tu.se) Association suédoise des éditeurs de journaux

Publié par l'Institut suédois  
Décembre 2011 FI 9  
Pour plus de données, voir  
[www.sweden.se](http://www.sweden.se)

**SI.**  
Institut suédois.

**Droit d'auteur :** Publié par l'Institut suédois sur [www.sweden.se](http://www.sweden.se). Tout le contenu est protégé par la loi suédoise sur le droit d'auteur. Le texte peut être reproduit, retransmis, présenté, publié ou diffusé dans tous médias à des fins non commerciales avec la mention de la source, [www.sweden.se](http://www.sweden.se), à l'exception toutefois des photos et illustrations.

**L'Institut suédois (SI)** est une agence publique chargée de promouvoir l'intérêt et la confiance portés à la Suède dans le monde. Il encourage la coopération et les relations durables avec les autres pays par une communication stratégique et des échanges dans le domaine de la culture, de l'éducation, des sciences et des affaires.

**Pour en savoir plus sur la Suède :**  
[www.sweden.se](http://www.sweden.se), l'ambassade ou le consulat de Suède de votre pays, ou l'Institut suédois, Box 7434, SE-103 91 Stockholm, Suède  
Téléphone : +46 8 453 78 00 Courriel : [si@si.se](mailto:si@si.se)  
[www.si.se](http://www.si.se), [www.swedenbookshop.com](http://www.swedenbookshop.com)